

L'INVISIBLE GARDE FRONTIERES

Vers la fin des années quatre-vingt
la plupart des habitants de l'Ouest porteront un passeport,
avec une page plastifiée qui permettra
des contrôles de plus en plus étendus aux frontières.

Le passeport du futur contient un volet plastifié sur lequel figurent des informations personnelles aussi inoffensives que le nom, la date de naissance, la nationalité et le numéro national d'identification. Ces informations peuvent être lues sans difficultés à l'œil nu, mais aussi par une machine de reconnaissance optique des caractères OCR, qui transmet l'information lue à un terminal de visualisation. Les projets pour développer cette technique sont en cours de développement en Grande-Bretagne, RFA, Etats-Unis.

Les guichets de contrôle des passeports seront dotés d'un terminal ordinateur placé hors de la vue, des passagers soumis aux formalités des contrôles (le premier guichet de ce type a été installé à l'aéroport de Londres Heathrow en avril 1984). L'officier de contrôle place le volet plastifié dans le lecteur OCR connecté au terminal. En moins de deux secondes il lit sur l'écran de visualisation, les informations concernant la personne contrôlée. A côté de ces éléments, il est prévu sur l'écran un espace pour des informations que le voyageur n'est pas censé connaître. Ces informations complémentaires viennent de l'ordinateur. Dans la plupart des cas apparaît la mention « PAS D'ENREGISTREMENT », le passeport est rendu et le voyageur passe le contrôle. Dans certains cas l'officier peut lire sur son écran le message suivant « SUJET SC 1234 ACTION Q ». Ce n'est pas de la science fiction, car cela figure dans un document du ministère de l'Intérieur destiné aux officiers d'immigration. Cela veut dire que le voyageur ne peut pas passer la frontière avant que des vérifications aient été effectuées parce qu'il est « fiché » sur l'ordinateur comme suspect (SC) de la catégorie « 1234 ». L'officier doit donc appliquer la procédure « ACTION Q ». Ce qui signifie que si ce voyageur peut passer le contrôle, comme les voyageurs pour lesquels il était noté « ABSENCE D'ENREGISTREMENT », il sera inscrit dans l'ordinateur, qu'il est passé par cet aéroport à cette date. Il y a ainsi un système qui permet d'alimenter les ordinateurs de la police en Grande-Bretagne, mais aussi dans toute l'Europe, avec les données recueillies les ordinateurs de contrôle des frontières. Si le code « ACTION X » était apparu cela aurait voulu dire que le voyageur devait être intercepté et tenu à la disposition de la police des frontières pour un interrogatoire spécial. Bien sûr cela arrive déjà aujourd'hui, mais à une échelle très limitée car il est difficile de surveiller toutes les personnes qui franchissent les frontières. Mais avec le port par chacun d'un passeport à lecture automatique, la

technologie supprime les limites physiques actuelles posées aux contrôles. Dans les cinq prochaines années, la Grande-Bretagne, l'Allemagne de l'Ouest, les Etats-Unis et la majorité des pays européens mettront en place un passeport informatisé. Depuis mars 1981, quatre millions de passeport de ce type ont été diffusés aux USA. Depuis novembre 1983, en Allemagne fédérale, on remplace les cartes d'identité par des cartes informatisées. Il est prévu que l'Angleterre démarre en 1984 et d'autres pays en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud doivent avoir leur passeport à lecture automatique d'ici la fin des années quatre-vingt. Lorsque dans le monde la majorité des voyageurs seront munis d'un passeport informatique, ils devront tous attendre que l'ordinateur indique « ABSENCE D'ENREGISTREMENT » sous peine d'intervention de la police ou des services de sécurité du pays concerné.

Tout commence en mai 68 à l'OACI

L'histoire du passeport informatique débute en mai 1968 lors d'une réunion à Montréal de l'OACI (Organisation de l'aviation civile internationale). Cet organisme s'estimaient interpellé par la fantastique augmentation du trafic des passagers durant la décennie. On pensait qu'avec un lecteur automatique de passeports, les gens pouvaient passer les contrôles plus rapidement. L'OACI mit en place un comité d'experts pour étudier le problème. Les experts venaient d'Australie, de France, du Canada, d'Allemagne fédérale, d'Inde, du Kenya, des Etats-Unis et de Suède. Plus tard ils furent rejoints par l'URSS, la Grande-Bretagne, la Belgique et la Hollande. Tout le monde, était-il dit, a le droit de bénéficier de queues plus courtes aux guichets de contrôle des frontières.

Entre 1969 et 1978 la commission tint cinq réunions au cours desquelles furent élaborées les spécifications techniques aux quelles chaque pays, désireux d'adopter le système de passeport automatique, devait se conformer. Les réunions étaient animées par Interpol, non plus parce qu'Interpol était intéressé par un passage plus rapide des contrôles dans les aéroports, mais parce que ce nouveau passeport pouvait permettre des contrôles de sécurité à différents points du monde. La commission de l'OACI émit des recommandations sur l'aspect général du nouveau passeport : quelles informations doit contenir la

Ons lisibles automatiquement, et enfin les précautions de sécurité à prendre.

La gravure de la carte plastifiée doit par exemple pouvoir résister à des températures variant entre - 10° et + 50° sans perte de qualité : elle n doit pas non plus perdre sa fiabilité lorsqu'elle est stockée dans des environnements humides. Plus important, la commission décida des caractères standards à utiliser pour la zone de lecture sur le bord de la carte, elle formula des recommandations sur la dimension de cette zone et sur la nature des informations qu'elle devait comporter. De cette façon le même passeport pouvait aussi bien être lu à Manchester, à Moscou qu'à Munich ou Miami.

La zone de lecture automatique contient deux lignes. La page plastifiée est elle-même insérée à l'intérieur du passeport, la zone de lecture en formant le bord extérieur. La ligne supérieure comporte la lettre « P », pour indiquer que c'est lisible automatiquement, le code de l'Etat qui a délivré le passeport, et le nom du titulaire. La ligne du bas contient le numéro du passeport, la nationalité, la date de naissance, le sexe, la date d'expiration du passeport et le numéro national d'identification (qui est optionnel). La date de naissance, le numéro du passeport et le numéro national d'identification ont une « clé de contrôle » à la fin de chacun d'entre eux. Ce nombre est calculé en utilisant la formule (box B) c'est le moyen de vérifier que la machine a lu correctement la ligne de caractères et que le nombre en question est valable. A la fin de la ligne du bas, il y a une « clé de contrôle » finale qui en appliquant la formule à tous les nombres de la ligne, permet un contrôle final.

Ces clés rendent les contrefaçons plus difficiles, mais pas impossibles. Si le revêtement plastifié de la carte est rompu, une réaction chimique, mettant en œuvre l'oxygène de l'air, obscurcit le papier, mettant en évidence qu'on a essayé de le falsifier. Ce procédé est obtenu en imprégnant la carte, d'une forme atténuée de colorant. Lorsque l'OACI examina ce type de dispositif de sécurité, il n'y eut aucune illusion sur son efficacité pour empêcher la fraude, on pensa seulement que cela pouvait décourager les faussaires en rendant les contrefaçons plus difficiles d'accès aux criminels potentiels.

L'OACI avait fait son boulot, elle avait conçu les standards d'un passeport lisible automatiquement, et qui convenait à tous les pays concernés, mais si on regarde ce que le ministère de l'Intérieur en a fait, cela ressemble plutôt à Big brother. Au lieu d'une zone de lecture automatique non déchiffrable par chacun (une piste magnétique comme celle des cartes de crédit), l'OACI avait indiqué que cette zone devait être réalisée en caractères romains et en chiffres arabes, lisibles par reconnaissance optique de caractères. La logique voulait que personne ne porte une information lisible par une machine à laquelle il ne puisse avoir lui-même accès. En fait, c'est une évidence. Un passeport informatisé doit d'abord à prouver l'identité de son titulaire. Mais quelques individus ont compris qu'il doit aussi donner à la police des frontières l'accès au fichier informatisé qui correspond au nom inscrit sur le passeport. Cette information informatisée est-elle si importante, si orwellienne, que le ministère de l'Intérieur de Grande-Bretagne n'a pas l'intention de permettre qu'elle soit connue de quiconque, hormis de lui-même ?

Mais à partir du moment où le passeport est utilisé avec cet interface, l'OACI décline toute responsabilité. Car les magouilles des services de sécurité s'exercent sous l'autorité du pays en question.

L'OACI résume les implications possibles de ses décisions avec plus de diplomatie. « Les demandes peuvent varier considérablement de pays à pays. Par exemple

certaines pays peuvent envisager d'enregistrer toutes les entrées et les sorties, ou de limiter cet enregistrement à certaines catégories de voyageurs, d'autres pays peuvent n'envisager qu'un contrôle partiel pour des groupes bien particuliers ».

Le fichier des suspects

En Grande-Bretagne, la livraison prochaine du passeport automatique est à l'origine de l'intense activité du groupe qui supervise les différents aspects du projet. Ce groupe examine la manière dont on peut améliorer l'index des suspects. (La liste des personnes qui d'une manière ou d'une autre ont éveillé la suspicion de la police de l'immigration.) En 1980 le ministère de l'Intérieur a décidé d'amalgamer l'index des suspects au projet de passeport. Comme on peut le lire dans un note interne, « une des améliorations essentielles due au système de passeport à lecture automatique vient du potentiel de contrôle automatique de l'index des suspects ».

Actuellement l'index des suspects est un document secret et son statut « confidentiel » signifie qu'il doit être conservé sous clef lorsqu'on ne s'en sert pas.

C'est une liste noire de 18 000 noms, réunis dans un livre en quatre volumes (c'est ce livre que peuvent entrevoir les voyageurs internationaux, dans les mains de l'officiers de police, qui au guichet de contrôle, fait face à la queue qui se forme devant lui).

Le ministère de l'Intérieur garde le plus grand secret sur la façon dont les individus se retrouvent sur cette liste et sur les catégories dans lesquelles ils sont rangés. En réalité les noms sont fournis par le ministère de l'Intérieur, la police, le ministère des Affaires étrangères, le Service de la Sécurité (M 15), les Douanes et Taxes et Interpol. A côté de chaque nom figure une lettre de code : « X » signifie entrée interdite, « A », « AA », et « J » qu'il s'agit d'une personne qui intéresse le Service de Sécurité M 15. Les gens qui appartiennent à ces catégories sont soit interceptés et interrogés par une branche spéciale de la police soit autorisés à passer, mais leur passage est noté par la police ou par le M 15.

La difficulté avec une liste sur papier, c'est qu'il est difficile d'ajouter ou de supprimer des noms. Avec un fichier informatisé on peut le faire en appuyant sur un bouton. L'utilisation d'un ordinateur signifie aussi qu'on peut fichier un beaucoup plus grand nombre de suspects. Actuellement 18 000 références constitue le maximum de ce qui peut-être manipulé d'un document écrit. Avec un fichier sur ordinateur le ministère de l'Intérieur peut augmenter considérablement le nombre de références. Et tout indique qu'il s'y prépare. Un rapport interne à l'administration souligne que si les demandes d'augmentation de la nomenclature des suspects étaient satisfaites, leur nombre doublerait en moins de deux ans. Un autre rapport note que la gestion de l'index des suspects par ordinateur « aiderait la police des frontières à effectuer un contrôle beaucoup plus rapide et beaucoup plus efficace sur un index des suspects beaucoup plus étendu ».

Un réseau de données européen

Le ministère de l'Intérieur déclare que l'index des suspects n'est que le fichier des personnes « assujetties à un

analogues à toutes ses frontières, mais cette fois avec des passeports ou des cartes d'identité à lecture automatique. Au démarrage, 40 lecteurs OCR doivent être installés dans les postes frontières des aéroports et des autoroutes. A la fin des années 80 leur nombre doit atteindre 400. Actuellement en utilisant un système analogue à celui qui fonctionne à Berlin, seulement 3 % des Allemands entrant ou sortant du pays sont contrôlés. Vers 1990, il y aura en théorie 100 %. En 1989, le nombre de cartes d'identité informatisées distribuées en Allemagne fédérale doit atteindre 40 millions. Dès aujourd'hui dans ce pays la police peut interpellier les gens pour différents motifs et demander à voir leur carte d'identité. Dans le futur des contrôles à l'intérieur du pays pourront se développer à une échelle analogue à celle qui est prévue dans les aéroports. Les lecteurs OCR sont relativement légers et mobiles. Ils peuvent être installés par la police lors de barrages routiers pour contrôler qui entre et qui sort d'une zone particulière. Cela est déjà arrivé. A l'occasion de certaines manifestations la police a relevé le numéro de la carte d'identité de personnes qui dans des trains ou des cars, s'y rendaient.

L'intérêt porté aux personnes transportant de « littérature subversive » n'est pas réservé à la Grande-Bretagne. En Allemagne de l'Ouest, par exemple, la police des frontières est munie d'une liste de magazines « orientés à gauche » de façon à l'aider à distinguer dans la littérature ce qui est « suspect » de ce qui ne l'est pas. La coopération entre les pays de l'Europe de l'Ouest, pour échanger des informations sur les suspects de terrorisme ou de criminalité est un thème de débat récurrent du Conseil de l'Europe. Dans un rapport sur le terrorisme en Europe, le Conseil constate qu'« une des exigences fondamentales pour contrôler le terrorisme est la mise à disposition d'un système de collecte de renseignement particulièrement sophistiqué ». Un élément essentiel de ce système est le contrôle plus serré des passeports ; quelque répugnance que puissent avoir ceux pour qui la coopération européenne signifie l'abolition progressive des frontières. Le Conseil distingue l'ordinateur de la police de la RFA à Wiesbaden qui a permis une « percée » significative dans le dépistage des terroristes en Allemagne et à l'étranger. Cet ordinateur qui possède 10 millions d'« items » enregistrés dans sa banque de données est géré par l'Office fédéral de la police criminelle (Bundeskriminalamt) ou BKA. Cet ordinateur fédéral appelé INPOL est relié à chacun des ordinateurs des onze régions de la police. La police de chacune de ces régions est connectée à travers INPOL à trois autres ordinateurs : le fichier central des étrangers à Cologne, le fichier central des véhicules à Flensburg et le fichier central de la criminalité à Berlin.

L'Allemagne de l'Ouest a aussi l'intention de mettre en place une carte d'identité à lecture automatique. (Légalement chaque citoyen doit posséder une carte d'identité). La nouvelle carte doit avoir le même format que le passeport développé par l'OACI. L'Allemagne fédérale voudrait aussi qu'elle puisse servir de passeport à l'intérieur du Marché commun. Pour les voyages à l'extérieur des pays de la CEE, il est recommandé de posséder à la fois une carte d'identité et le passeport. Le contrôle automatique des voyageurs entrant dans le pays s'est répandu il y a quelques années. Par exemple à l'aéroport de Berlin-Tegel, chaque point de contrôle des passeports est équipé d'un plateau de verre, placé hors du champ de vision des passagers. Une caméra de télévision est placée en dessous. Lorsque le passeport est posé sur la face contre cette plaque, la caméra en transmet l'image à une personne qui manipule un terminal d'ordinateur dans une autre partie de l'aéroport. L'ordinateur est connecté à celui de la police locale qui est lui-même connecté à celui d'INPOL à Wiesbaden. Lorsque l'opérateur entre au clavier le numéro du passeport qui apparaît sur l'écran de télévision, l'ordinateur donne une réponse quasiment simultanée sur la situation du voyageur. L'opérateur transmet la réponse aux officiers d'immigration en allumant une lampe de couleur dans leur bureau ou encore par téléphone. En mars 1976, les officiers de police de l'aéroport de Berlin ont interrogé 56 832 fois l'ordinateur avec 172 « succès », soit un taux de 0,3 %. Les passeports des étrangers sont vérifiés de la même façon. L'Allemagne fédérale prévoit de mettre en place des contrôles

L'ordinateur de l'INPOL contient le fichier des personnes recherchées, une des sous-catégories de ce fichier est le BEFA 7K (ou recherche par observation). Une personne rangée sous la rubrique BEFA 7K, selon un officier d'immigration, est une personne qui « s'est trouvée quelque part avec un BEFA 7 (personne suspectée de terrorisme) et qui est devenue suspecte même si le fait de s'être trouvée dans un lieu était purement accidentel, par exemple dans le compartiment d'un train, ou dans un car de tourisme ».

Une autre catégorie de ce fichier est le BEFA 9 qui regroupe les manifestants. Il n'est pas certain que les renseignements sur les BEFA 7 et les BEFA 9 soient transmis à l'ordinateur de sécurité intérieure de la RFA (NADIS), cet ordinateur est géré par l'Office fédérale de défense de la constitution connue pour l'ordinateur tout à fait secret du M 15 à Londres, il n'y a que très peu d'information sur l'ordinateur NADIS.

L'image que donne aujourd'hui la RFA est celle d'un pays où l'information concernant les mouvements de chacun à l'intérieur ou à l'extérieur du pays est gérée par une série d'ordinateurs interconnectés. L'ordinateur central de la police, INPOL, est relié aux ordinateurs régionaux de la police et aux trois fichiers centraux.

Et entre INPOL et NADIS, l'information relative aux mouvements de la population circule librement, même s'il s'y sans doute pas actuellement de liaison d'ordinateur à ordinateur. C'est la raison pour laquelle le Conseil de l'Europe a pris l'ordinateur de l'INPOL à Wiesbaden comme un modèle que les autres Etats européens devraient suivre.

Le conseil soutient un plan visant à bâtir un réseau d'ordinateur européen avec l'ordinateur de Wiesbaden au centre. Le réseau a pour objectif « l'échange d'une information d'actualité sur la situation journalière avec une attention spéciale sur les mouvements transfrontières des cercles terroristes... et la mise en place de lignes de télex sûres entre les différents centres de police des Etats ». Au centre de ce vaste dispositif de surveillance il y a le passeport à lecture automatique. Un document qui pour le ministère de l'Intérieur britannique doit permettre de diminuer la longueur des queues aux guichets des aéroports.

Steve Connor, Janvier 1984
Traduit de l'anglais par Eric Braine